

"Marché commun: Réunion sans la France" dans Paris-Presse (27 juillet 1965)

Légende: Le 27 juillet 1965, le quotidien français Paris-Presse s'inquiète des conséquences pour la France de la crise dite "de la chaise vide".

Source: Paris-Presse. 27.07.1965. Paris. "Marché commun: Réunion sans la France", auteur:Delarue, Maurice.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/marche_commun_reunion_sans_la_france_dans_paris_presse_27_juillet_1965-fr-fbf1f017-1eb2-4681-b082-cf9c60793d2c.html

Date de dernière mise à jour: 27/01/2014

MARCHÉ COMMUN : Réunion sans la France

Les partenaires de la France dans le Marché commun (Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg), se réunissent aujourd'hui à Bruxelles autour d'une chaise vide — celle du ministre français — et précisément pour constater qu'elle est vide. L'objectif de nos partenaires (Belges et Luxembourgeois mis à part, qui n'ont répondu qu'à contre-cœur à l'invitation du président italien) est de mettre le gouvernement français dans son tort.

Nul ne contestait, le 30 juin, que les Hollandais, les Italiens et les Allemands manquaient à leurs engagements en se dérochant, à la date prescrite, à un accord sur le financement de l'Europe agricole. Fallait-il pour autant décider le boycott du Marché commun ? Le général de Gaulle pense que oui et qu'il n'obtiendra satisfaction sur le fond qu'en étant intraitable sur la procédure.

Sa position s'est encore durcie, à la suite des attaques, les unes voilées, les autres directes, lancées contre la politique française par MM. Hallstein et Mansholt, président et vice-président allemand et hollandais de la Commission du Marché commun. C'est cette Commission, selon de Gaulle, qui a provoqué la crise en essayant d'imposer une solution nationale inacceptable pour le gouvernement français, au lieu de jouer son rôle de rapprochement.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? La commission a présenté la semaine dernière le compromis qu'on attendait d'elle le 30 juin. Ses propositions se rapprochent sensiblement du point de vue français. Elles sont en tout cas négociables. Mais Paris ne veut plus négocier au sein du Conseil du Marché commun. Pour que le gouvernement français prenne un compromis en considération, il faut maintenant qu'un de nos partenaires le fasse sien et se charge de le « vendre » à la France. Tout cela nous conduira après les élections allemandes du 19 septembre; c'est pourquoi les Cinq projettent de fixer un nouveau rendez-vous le 27 septembre. Mais d'ici là, un élément de poids interviendra : la conférence de presse du général de Gaulle.

Le président de la République ne mâchera pas ses mots. Il ne veut plus seulement obtenir le règlement financier agricole mais un accord politique sur le rôle et la composition de la commission : la commission n'est pas un exécutif indépendant et ne doit s'occuper que de rapprocher les points de vue; MM. Hallstein et Mansholt ne doivent plus en faire partie. Justement, la commission doit être modifiée et renouvelée pour le 1er janvier. Aussi, pense-t-on maintenant à Paris que ce n'est qu'à la fin de l'année que la crise pourra se dénouer.

Maurice DELARUE.